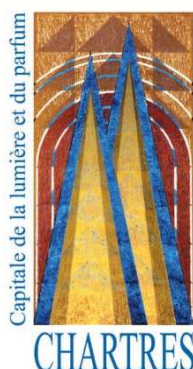


Ville de Chartres



Plan Local d'Urbanisme

Annexes

8. Plan d'exposition au bruit

Juin 2015

Arrêt	Enquête publique	Approbation
Vu pour être annexé à la délibération n°14/314 du 08 septembre 2014	Du 02 février au 04 mars 2015	Vu pour être annexé à la délibération n°15/233 du 24 juin 2015

PREFET D'EURE-ET-LOIR

Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir
Service de la Sécurité, de l'Éducation Routière et
des Bâtiments
Bureau des Bâtiments, de l'Accessibilité
et de la Qualité de la Construction

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT / SERBAT / BBAQC / 15-07-30 / PEB

portant approbation du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Chartres-Métropole sur les communes de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR Chevalier de l'Ordre National du Mérite Officier de la légion d'honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 147-1 et suivants et R 147-1 et suivants relatifs aux dispositions particulières aux zones de bruits des aérodromes ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 571-11 et R 571-58 et suivants, relatifs au plan d'exposition au bruit ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014248-0006 du 05 septembre 2014 prescrivant la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole ;

VU l'avis des communes concernées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015089-0001 du 30 mars 2015 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole ;

VU le dossier soumis à enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions rendus par le commissaire enquêteur le 25 juin 2015 ;

CONSIDERANT que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole en vigueur, nécessite d'être révisé conformément aux nouvelles dispositions réglementaires, notamment l'utilisation de l'indice de bruit Lden et pour tenir compte des évolutions du trafic, ainsi que des conditions d'exploitation de l'aéroport à court, moyen et long terme ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire dans les conditions fixées par la loi, de limiter l'urbanisation autour de l'aérodrome afin d'éviter qu'elle puisse conduire à exposer de nouvelles populations aux nuisances générées par le développement de l'activité aérienne ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Est approuvé le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Chartres-Métropole, annexé au présent arrêté, comportant :

- un rapport de présentation avec ses annexes rédigé par la DGAC et la DDT,
- un plan, réalisé par la DGAC, au 1/25.000ème référencé PEB/DSAC-O/DSR-RDD-DD/LFOR/PEB, faisant apparaître les zones A, B, C et D.

Ces documents sont consultables sur le site internet des services de l'État en Eure-et-Loir.

ARTICLE 2 :

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole est applicable aux territoires des communes mentionnés ci-après :

- Champhol
- Chartres
- Gasville-Oisème
- Nogent-Le-Phaye

ARTICLE 3 :

Les zones de bruit du plan précité, sont ainsi définies :

- zone de bruit fort A, comprise à l'intérieur de la courbe définie par l'indice Lden 70,
- zone de bruit fort B, comprise entre la courbe d'indice Lden 70 et la courbe dont l'indice est fixé à Lden 65,
- zone de bruit modéré C, comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe dont l'indice est fixé à Lden 57,
- zone de bruit faible D, comprise entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50.

ARTICLE 4 :

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole sera annexé dans les documents d'urbanismes, visés à l'article L 147-3 du code de l'urbanisme, en vigueur dans les communes citées à l'article 2, dont les dispositions doivent être compatibles avec les prescriptions définies à l'article L 147-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 :

L'arrêté préfectoral du 11 janvier 2002 approuvant le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres-Métropole est abrogé.

ARTICLE 6 :

Un exemplaire du présent arrêté avec ses annexes et une copie du rapport du commissaire enquêteur seront notifiés aux maires des communes citées à l'article 2, au président de la communauté d'agglomération de Chartres-Métropole ainsi qu'au Président du tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté avec ses annexes et le rapport du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, dans les mairies des communes visées à l'article 2 et à la direction départementale des territoires d'Eure-et-Loir (<http://www.eure-et-loir.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit>).

ARTICLE 8 :

Un avis faisant connaître l'approbation de ce plan d'exposition au bruit et les lieux où il peut être consulté, sera inséré dans deux journaux à diffusion locale et affiché dans les mairies des communes visées à l'article 2.

ARTICLE 9 :

La Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir, le Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir, les maires des communes de Champhol, Chartres, Gasville-Oisème, Nogent-Le-Phaye, le Président de la communauté d'agglomération de Chartres-Métropole, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à Chartres, le 30 JUIL. 2015

Le Préfet d'Eure-et-Loir

Pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale


Carole PUIG-CHEVRIER

Délais et voies de recours, en application de la loi n°2000-321 et de l'article R421-1 du code de justice administrative :
Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, place de la République 28 019 CHARTRES cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif 28, rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLEANS cedex 1

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Plan d'exposition au bruit Aérodrome de Chartres Métropole Rapport de présentation

Sommaire

* *
*

I. Définition d'un plan d'exposition au bruit (PEB)

- Finalité du PEB et textes de références
- Méthode d'élaboration
- Contenu et modalités d'application
- Démarche de révision

II. Présentation de l'aérodrome de Chartres Métropole:

- Les infrastructures (emprise, nombre pistes, implantation géographique,...)
- Le trafic (généralités, évolutions)

III. Hypothèses retenues pour l'élaboration du PEB de Chartres Métropole:

- Les hypothèses prises en compte pour :
 - ✓ Le trafic
 - ✓ Les infrastructures
 - ✓ Les procédures circulation aérienne
- Données obtenues

IV. Le PEB de Chartres Métropole:

- Les indices retenus
- Les conséquences sur l'urbanisation

Annexes



- A. Règles applicables sur les droits à construire dans les zones d'un PEB
- B. Procédures relatives à l'approbation des PEB
- C. Glossaire des termes utilisés.
- D. Arrêté préfectoral n°2014248-0006 prescrivant la révision du PEB de l'aérodrome de Chartres – Métropole du 05 septembre 2014
- E. Plan du PEB réalisé par la DDT d'Eure-et-Loir

I. Définition d'un plan d'exposition au bruit (PEB)

I.1. Finalité et textes de référence.

Le plan d'exposition au bruit est un instrument juridique destiné à réglementer l'urbanisation en limitant les droits à construire dans les zones de bruit au voisinage des aéroports. Il doit être annexé au plan local d'urbanisme (PLU), au plan de sauvegarde et de mise en valeur et à la carte communale. Les dispositions de ces documents doivent être compatibles avec celles du PEB en vigueur.

Le PEB est préventif : il permet d'éviter que des populations nouvelles s'installent dans les secteurs exposés ou susceptibles d'être exposés à un certain niveau de bruit. ***S'il limite le droit à construire dans certaines zones, il n'a aucun impact sur les constructions existantes et les populations déjà installées.***

Les principaux textes de référence sont les suivants :

- Code de l'urbanisme, notamment les articles L.147-1 à L.147-8, R.147-1 à R147-11
- Code de l'environnement, notamment l'article L 571-13
- Code des transports, notamment les articles L.6361-1 à L.6361-14
- Décret n°2012-1470 du 26 décembre 2012 relatif aux modalités d'élaboration des plans d'exposition au bruit de certains aérodromes

I.2. Méthode d'élaboration

➤ Une évaluation de l'exposition au bruit à court, moyen et long terme

Le PEB définit des zones autour de l'aéroport à partir de la gêne sonore susceptible d'être ressentie par les riverains au passage des avions. L'indice de mesure de cette gêne sonore est le Lden.

Le PEB prend en compte des hypothèses à court, moyen et long terme de développement et d'utilisation de l'aérodrome. Les zones du PEB ne reflètent donc pas la réalité du moment, mais l'enveloppe des expositions au bruit des avions exprimées en Lden à court, moyen et long terme.

Pour ce faire, il est nécessaire d'anticiper à court, moyen et long terme, le trafic aérien, ce qui revient à établir des hypothèses réalistes concernant les données suivantes (pour les 3 horizons) :

- Nombre de mouvements annuels d'avions et typologie de la flotte des avions
- Répartition des mouvements par type d'avion, par trajectoire, par sens d'atterrissage/décollage, par tranche horaire (jour, soirée et nuit).

Les hypothèses retenues pour établir le PEB de l'aérodrome de Chartres Métropole sont exposées au chapitre III.

➤ L'indice Lden : le nouvel indice de bruit français et européen

Jusqu'en 2002, les PEB étaient réalisés en utilisant l'indice psychologique (IP). Cependant, cet indice était spécifique au bruit des avions et ne permettait donc pas la comparaison avec d'autres modes de transport.

En 2002, la France a adopté un nouvel indice qui remplace l'IP : l'indice Lden (Level Day Evening Night, décret n°2002-626 du 26 avril 2002). Cet indice s'appuie sur une enquête sociologique et prend en compte des périodes de jour (6H/18H), soirée (18H/22H) et nuit (22H/6H). Recommandé au niveau européen pour le calcul des cartes de bruit stratégique (cf. directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002), adopté pour les autres modes de transport, il permet une meilleure représentation de la gêne perçue, en pondérant différemment le niveau sonore moyen en fonction de la période de la journée. Ainsi, le bruit généré par un trafic de nuit est considéré comme étant environ 10 fois plus gênant qu'un bruit généré par un trafic de jour.

Exprimé en décibels A (dB(A)), il est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$L_{den} = 10 \log \left[\frac{1}{24} \left(12 \times 10^{\frac{L_d}{10}} + 4 \times 10^{\frac{L_e+5}{10}} + 8 \times 10^{\frac{L_n+10}{10}} \right) \right]$$

Où :

L_d = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2:1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de jour d'une année. La période de jour s'étend de 6 heures à 18 heures locales ;

L_e = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2:1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de soirée d'une année. La période de soirée s'étend de 18 heures à 22 heures locales ;

L_n = Niveau sonore moyen à long terme pondéré A, tel que défini dans ISO 1996-2 :1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit d'une année. La période de nuit s'étend de 22 heures à 6 heures le lendemain.

I.3. Contenu et modalités d'application

➤ Les 4 zones d'un PEB

La représentation graphique d'un PEB détermine 4 zones, délimitées par les valeurs de l'indice Lden.

- La **zone A** de bruit très fort (environ l'emprise aéroportuaire):
Zone comprise à l'intérieur de la courbe d'indice Lden **70**.
- La **zone B** de bruit fort :
Zone comprise entre la courbe d'indice Lden **70** et la courbe d'indice Lden **62**. Toutefois, pour les aéroports mis en service avant le 28 avril 2002, date de publication du décret n°2002-626 du 26 avril 2002, la valeur de l'indice servant à la délimitation de la limite extérieure de la zone est comprise entre **65** et **62**.
- La **zone C** de bruit modéré :
C'est la zone comprise entre la courbe de la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre **57** et **52**.
- La **zone D** de bruit faible :
Elle est comprise entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden **50**.

La zone D est obligatoire pour les aéroports visés au 3 de l'article 266 septies du code des douanes, c'est-à-dire les aéroports recevant du trafic public pour lesquels le nombre annuel des mouvements d'aéronefs de masse maximale au décollage

supérieure ou égale à 20 tonnes est supérieure à 20 000 (12 terrains : Paris-Orly, Paris-CDG, Toulouse, Strasbourg, Nice, Bâle-Mulhouse, Lyon, Bordeaux, Marseille, Nantes, Beauvais, Le Bourget).

La délimitation d'une zone D est facultative pour les autres plates-formes. Le préfet peut choisir de délimiter une zone D pour ces plates-formes.

➤ **Les contraintes sur l'urbanisme.**

Dans chacune des quatre zones de bruit, le contrat de location d'un immeuble à usage d'habitation doit comporter une clause claire et lisible précisant la zone de bruit où se trouve localisé le bien immobilier loué.

Dans les zones A et B, toute construction neuve à usage d'habitation et toute action sur le bâti existant tendant à accroître la capacité d'accueil sont, sauf rares exceptions (cf. annexe A), interdites.

Dans la zone C, sont autorisées les constructions individuelles non groupées situées dans des secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dès lors qu'elles n'entraînent qu'une faible augmentation de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances.

La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n°2002-3 du 3 janvier 2002 introduit une disposition nouvelle en ce sens qu'à l'intérieur des zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation significative de la population soumise aux nuisances sonores (cf. annexe A).

La rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée ou la reconstruction de constructions existantes peuvent être admises lorsqu'elles n'entraînent pas une augmentation de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances.

La zone D ne donne pas lieu à des restrictions de droits à construire, mais étend le périmètre dans lequel l'isolation acoustique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires de logement, sont obligatoires.

I.4. Démarche de révision du PEB

Les dispositions du décret instaurant l'indice Lden sont entrées en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2002. Selon ces dispositions réglementaires, les PEB doivent désormais être calculés en indice Lden et doivent être révisés selon le processus suivant :

➤ **Étape 1 : Préparation et élaboration du projet de PEB**

Au cours de cette première phase, l'ensemble des perspectives de développement et d'utilisation de l'aérodrome à court, moyen et long termes ont été définies. Un avant-projet de plan d'exposition au bruit (APPEB) a été réalisé. En juillet 2014, cet avant projet, contenant plusieurs propositions de limites de fuseaux pour les zones B et C, ainsi que la possibilité de retenir une zone D, a été proposé pour avis aux communes de Champhol, Chartres, Gasville-Oisème et de Nogent-le-Phaye. Il en est ressorti, après concertation, que la zone D a été retenue ainsi que les fuseaux suivants :

Zone A : indice Lden supérieur à 70 db(A)
Zone B : indice Lden compris entre 65 db(A) et 70 db(A)
Zone C : indice Lden compris entre 57 db(A) et 65 db(A)
Zone D : indice Lden compris entre 50 db(A) et 57 db(A)

➤ **Étape 2 : Consultations et approbation du PEB**

Les étapes de la procédure administrative sont les suivantes :

- En septembre 2014, le préfet a pris la décision de réviser le PEB. D'après l'article 4 de l'arrêté et en application de l'article L147-7 du code de l'urbanisme, le présent PEB est applicable par anticipation, pour une durée maximale de 2 ans, aux zones définies à l'article L.147-5 du-dit code.
- Du 5 septembre au 5 novembre 2014 : Consultations des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés pour émettre leur avis sur le projet du PEB. Les avis ont tous été réputés favorables.
- En février 2015, un commissaire enquêteur a été désigné par le tribunal administratif d'Orléans. Il a été convenu avec lui les lieux et dates des permanences ainsi que les modalités de l'enquête publique.
- Le 30 mars 2015, le préfet a soumis à enquête publique le projet de PEB
- L'enquête publique s'est déroulée du 20 avril au 26 mai 2015. Chartres a été le siège de l'enquête publique avec deux permanences. Il y a eu également une permanence dans chacune des autres communes concernées.
- Le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 26 juin 2015 en émettant un avis favorable.
- Le préfet a pris la décision d'approuver le PEB par arrêté.

Conformément aux dispositions du 7^{ème} alinéa de l'article L.147-3 du code de l'urbanisme, le PEB approuvé sera annexé aux plans locaux d'urbanisme, aux plans de sauvegarde et de mise en valeur et aux cartes communales des communes concernées. Les schémas de cohérence territoriale, schémas de secteur, plans locaux d'urbanisme, plans de sauvegarde et de mise en valeur et les cartes communales doivent être rendus compatibles avec les dispositions particulières aux zones de bruit autour des aérodrômes.

II. PRÉSENTATION DE L'AERODROME DE CHARTRES METROPOLE :

L'aérodrome de Chartres Métropole a été créé par l'État dans les années 20 (base de l'armée de l'air), et son exploitant est la communauté d'agglomération Chartres Métropole depuis 2007.

II.1. Les infrastructures :

L'aérodrome de Chartres Métropole est composé d'une piste revêtue (10/28) de 840m x 25m avec un seuil décalé de 110 m au QFU 28 et d'une piste en herbe (10/28) de 900 m x 100 m, exclusivement exploitée par les planeurs du club de vol à voile (exploitation au treuil). Le trafic sur cette piste n'a donc aucun impact sur le PEB.

II.3. Analyse du trafic. Tendances générales

Le trafic de l'aérodrome de Chartres Métropole se situe à 11 130 mouvements en 2013, sans aucun mouvement commercial.

L'activité aéronautique comprend :

- Les mouvements liés aux activités de l'aéro-club, de l'aviation de tourisme, etc.
- Les tours de pistes liés à l'entraînement.

L'aérodrome de Chartres Métropole n'ayant aucun trafic commercial, il est concerné par le décret n°2012-1470.

Répartition des mouvements par QFU et par type d'exploitant en 2013 :

Piste	Exploitation
10	33 %
28	67 %

Répartition des mouvements par jour, soirée, nuit en 2013:

	Jour	Soirée	Nuit
Mouvements	92%	8%	0%

III. Les hypothèses retenues pour l'élaboration du PEB de Chartres Métropole :

L'élaboration d'un plan d'exposition au bruit nécessite la prise en compte des hypothèses d'évolution de la plate-forme à court, moyen, long terme.

- o Court terme= 2016
- o Moyen terme = 2021
- o Long terme = 2026

Les évolutions concernent les trois domaines suivants :

- o Le trafic
- o Les infrastructures
- o Les procédures circulation aérienne

III.1. Hypothèses prises en compte pour l'établissement du PEB

a) Le trafic

Les hypothèses d'évolution de trafic ont été élaborées de la façon suivante :

➤ Trafic non commercial :

La politique de l'exploitant de l'aérodrome de Chartres Métropole est une stabilité du trafic. L'étude du Plan d'Exposition au Bruit de cet aérodrome ne prévoit donc pas d'augmentation de trafic aux différents termes.

b) Les infrastructures de Chartres Métropole :

Il est prévu, dès le court terme, un allongement de la piste revêtue de 100 mètres vers l'est (passant d'une longueur de piste de 840 mètres à 940 mètres) et un abandon du seuil décalé existant lors de l'étude du PEB.

c) Les procédures circulation aérienne

Ce sont celles publiées par le Service de l'Information Aéronautique français.

III.2. Les données résultant des hypothèses d'évolution

➤ **À court terme (2016)**

Piste revêtue (10/28) de 940m x 25m

Piste en herbe (10/28) de 900 m x 100 m exploitée au treuil pour le vol à voile

Procédures de circulation aérienne : identiques à celles publiées à l'AIP France.

Le trafic aérien :

	Nombre mouvements/ an	Pourcentage de jour	Pourcentage de soirée	Pourcentage de nuit
Mouvements	11 130	92%	8%	0%

➤ **À moyen terme (2021)**

Piste revêtue (10/28) de 940m x 25m

Piste en herbe (10/28) de 900 m x 100 m exploitée au treuil pour le vol à voile

Procédures de circulation aérienne : identiques à celles publiées à l'AIP France.

Le trafic aérien :

	Nombre mouvements/ an	Pourcentage de jour	Pourcentage de soirée	Pourcentage de nuit
Mouvements	11 130	92%	8%	0%

➤ **À long terme (2026)**

Piste revêtue (10/28) de 940m x 25m

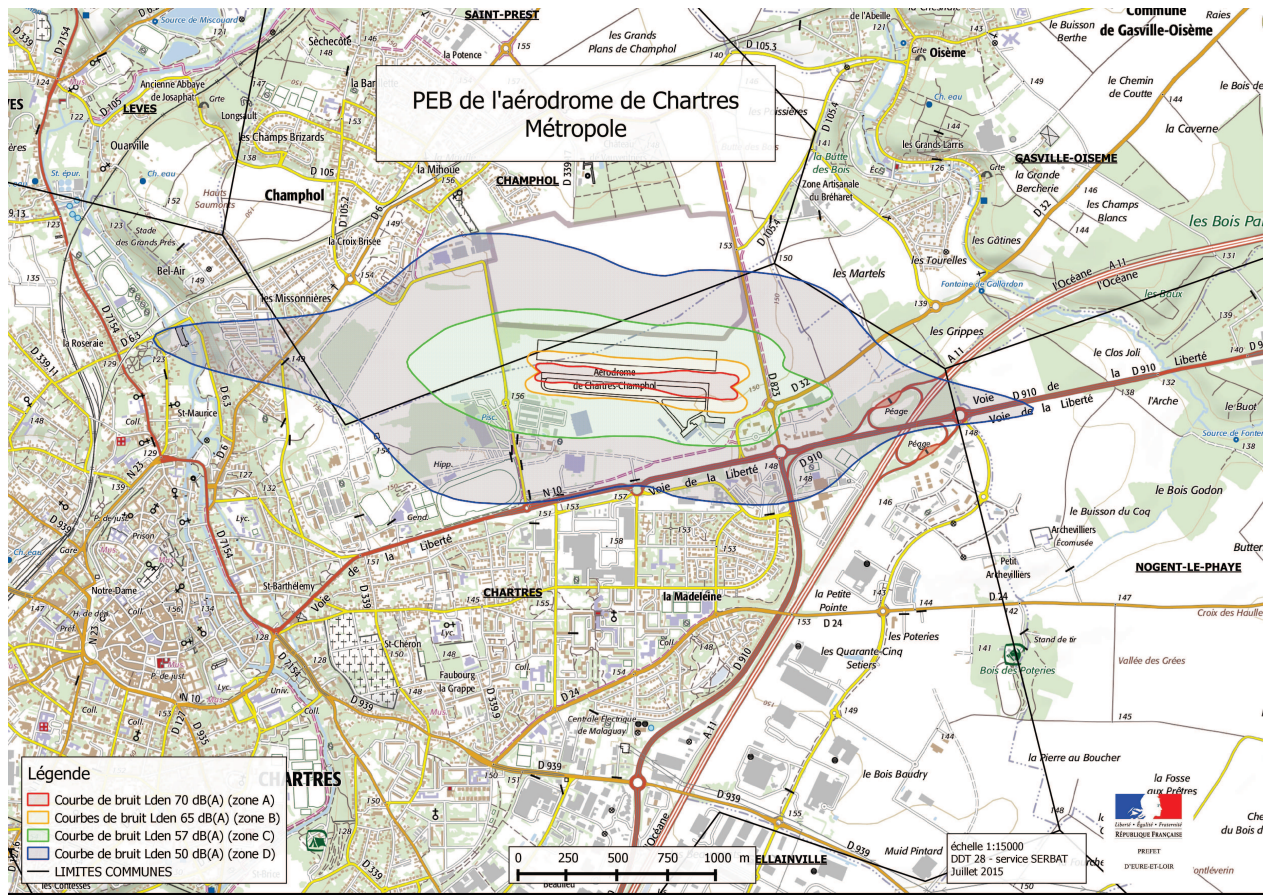
Piste en herbe (10/28) de 900 m x 100 m exploitée au treuil pour le vol à voile

Procédures de circulation aérienne : identiques à celles publiées à l'AIP France.

Le trafic aérien :

	Nombre mouvements/ an	Pourcentage de jour	Pourcentage de soirée	Pourcentage de nuit
Mouvements	11 130	92%	8%	0%

IV. Le PEB (cf. annexe E)



Fond de carte : Scan25 express

IV.1. Choix des indices et zonage

Le choix des indices relève toujours d'un compromis entre deux préoccupations :

- d'une part, maîtriser l'accroissement de la population dans les zones de nuisances potentielles ;
- d'autre part, permettre aux communes de maintenir de bonnes perspectives de développement.

Zone A : indice Lden supérieur à 70 db(A)

Zone B : indice Lden compris entre 65 db(A) et 70 db(A)

Zone C : indice Lden compris entre 57 db(A) et 65 db(A)

Zone D : indice Lden compris entre 50 db(A) et 57 db(A)

IV.2. Les conséquences en termes d'urbanisation

Les communes impactées par les zones A, B, C et D du PEB de l'aérodrome de Chartres Métropole sont les suivantes :

- Champhol
- Chartres
- Nogent-Le-Phaye
- Gasville-Oisème

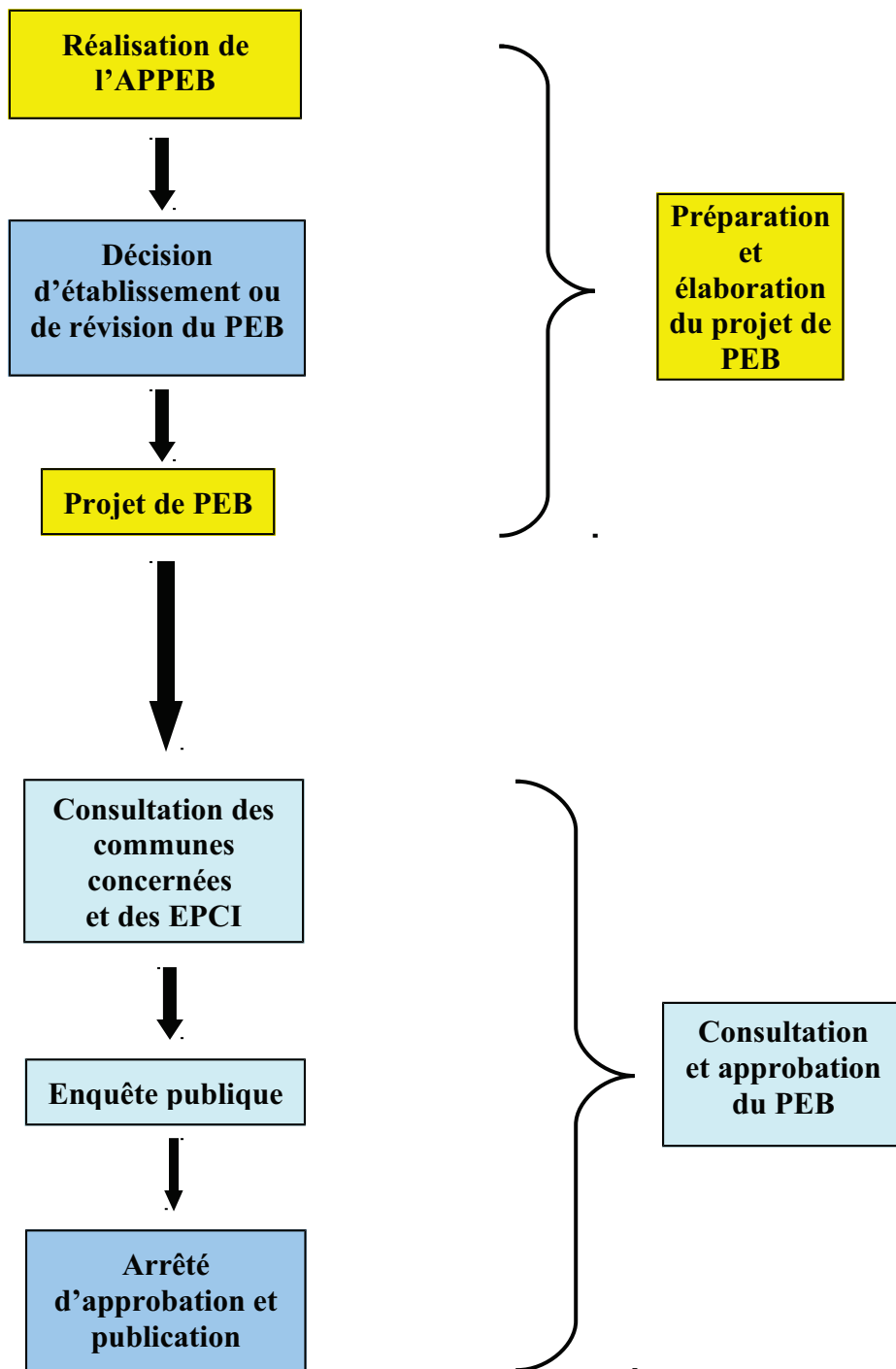
ANNEXE A

LES RÈGLES APPLICABLES SUR LES DROITS A CONSTRUIRE DANS LES ZONES D'UN PEB				
	ZONE A Lden ≥ 70	ZONE B 70 > Lden ≥ 65	ZONE C 65 > Lden ≥ 57 (indices fixés par le préfet)	ZONE D * 57 > Lden ≥ 50
CONSTRUCTIONS NOUVELLES				
Logements nécessaires à l'activité aéronautique ou liés à celle-ci	Autorisés			Autorisés sous réserve d'une isolation acoustique et de l'information des futurs occupants
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	Autorisés dans les secteurs déjà urbanisés	Autorisés		
Constructions directement liées ou nécessaires à l'activité agricole				
Equipements publics ou collectifs	Autorisés s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes		Autorisés	
Constructions individuelles non groupées	Non autorisées		Autorisées si le secteur d'accueil est déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et si elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances	
Autres types de constructions nouvelles à usage d'habitation (exemples : lotissements, immeubles collectifs à usage d'habitation)	Non autorisés			
INTERVENTIONS SUR L'EXISTANT				
Rénovation, réhabilitation de l'habitat existant	Autorisés pour permettre le renouvellement urbain sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances		Autorisées si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics, si elles n'entraînent pas d'accroissement de la capacité d'accueil	
Amélioration, extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes				
Opération de réhabilitation et de réaménagement urbain	Non autorisées		Autorisées sous réserve de se situer dans un des secteurs délimités pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existant, à condition de ne pas entraîner d'augmentation de la population soumise au nuisances sonores	

Remarque : L'isolation acoustique et l'information sont obligatoires dans toutes les zones du PEB.

(*) : La délimitation d'une zone D est obligatoire pour les aérodromes visés au 3 de l'article 266 septies du code des douanes.

ANNEXE B
PROCEDURE RELATIVE A L'ETABLISSEMENT ET A L'APPROBATION
DES PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT



ANNEXE C
GLOSSAIRE DES TERMES UTILISES

AIP :

Aeronautical Information Publication, Publication d'information aéronautique

IP :

Indice Psophique, utilisé jusqu'en 2002 pour l'élaboration des PEB.

LDEN :

Level Day Evening Night, indice de mesure du bruit. Utilisé à compter de 2002 pour l'élaboration des PEB.

Mouvement :

Un mouvement correspond à un atterrissage ou à un décollage.

PEB :

Plan d'Exposition au Bruit.

QFU :

Code aéronautique désignant l'orientation magnétique de la piste en service, en dizaine de degrés. Chaque piste possède deux QFU.

ANNEXE D

ARRETE DE MISE EN RECIVION DU PEB DE L'AERODROME DE CHARTRES METROPOLE



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ARRETE PREFECTORAL N° 2014248-0006

PRESCRIVANT LA REVISION DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB) DE L'AERODROME DE CHARTRES-METROPOLE

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.147-1 à L.147-8 et R.147-1 à R.147-11 portant prescriptions particulières aux zones de bruit des aérodromes ;

VU le Code de l'environnement et notamment l'article L.571-13 ;

VU le code l'aviation civile et notamment les articles L.227-1 à L.227-9 ;

VU la Loi n°2003-590, du 2 juillet 2003 « urbanisme et habitat » ;

VU le décret n°97-607 du 31 mai 1997 relatif aux règles de protection contre le bruit et l'aide aux riverains des aérodromes ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n°2002-3 du 3 janvier 2002 ;

VU le décret n°2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aérodromes et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU le décret n°2012-1470 du 26 décembre 2012 relatif aux modalités d'élaboration des plans d'exposition au bruit de certains aérodromes ;

VU l'arrêté Préfectoral n°41 du 11 janvier 2002 approuvant le Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de Chartres-Champhol ;

VU les avis des collectivités locales concernées transmis par courrier ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit doit être révisé pour prendre en compte l'indice Lden et les évolutions de trafic ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Territoires ;

ARRETE :

Article 1er – Il est décidé de réviser le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Chartres Métropole, conformément au projet figurant dans le dossier annexé au présent arrêté qui comprend les documents suivants :

- un rapport de présentation de plan d'exposition au bruit ;
- une représentation graphique du projet de plan d'exposition au bruit.

Article 2 – Les communes de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème sont concernées par ce projet de révision.

Article 3 – Le projet de plan présente quatre zones de bruit A, B, C, D dont les indices Lden définissant les limites extérieures sont fixés respectivement à 70, 65, 57 et 50 dB(A).

Article 4 – En application de l'article L.147-7 du code de l'urbanisme, le présent PEB est applicable par anticipation, et pour une durée de 2 ans, aux zones définies à l'article L.147-5 du-dit code.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème.

Dès réception de la lettre de notification du présent arrêté, les conseils municipaux de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème disposeront d'un délai maximum de deux mois pour faire connaître leur avis sur le projet au Préfet d'Eure-et-Loir.

À défaut de réponse dans le délai imparti, leur avis sera réputé favorable.

Article 6 – Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir et mention en sera faite dans deux journaux diffusés dans le département.

Il sera également affiché pendant un mois dans les mairies de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème.

Article 7 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Ouest, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir, Messieurs les maires des communes de Chartres, Champhol, Nogent-le-Phaye et Gasville-Oisème sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 05 SEP. 2014

LE PREFET
LE PREFET

Nicolas QUILLET

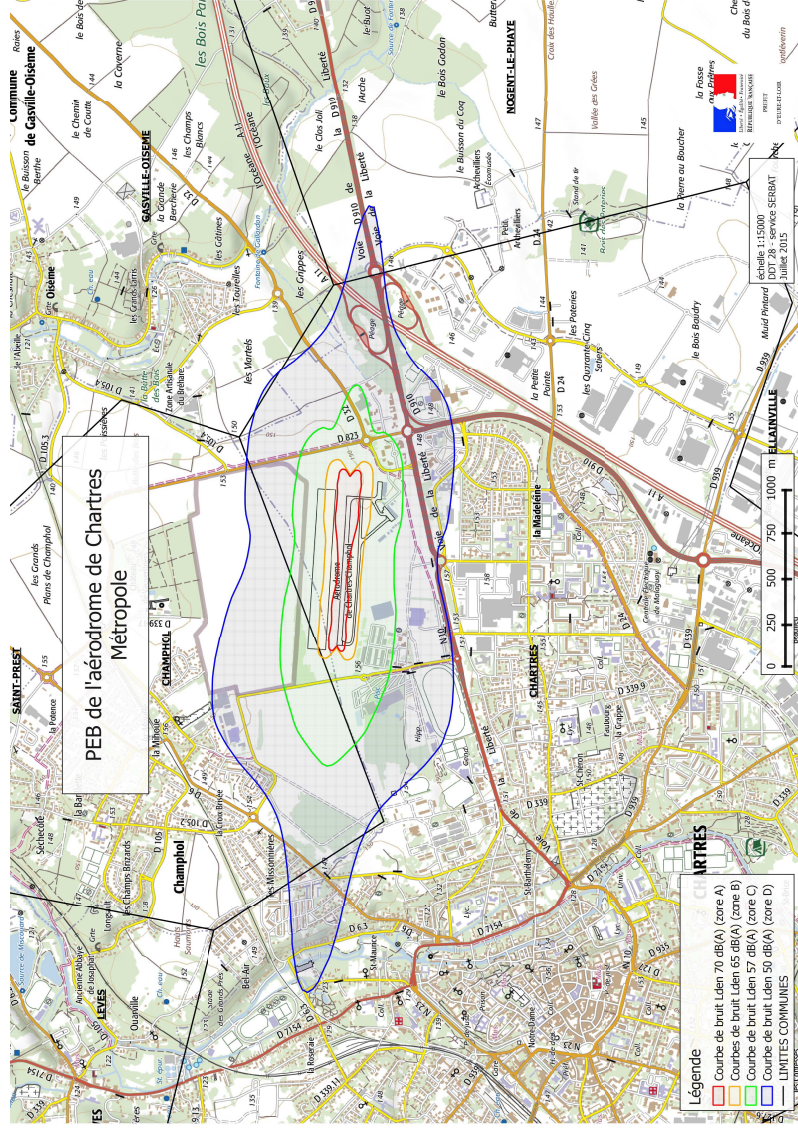
Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative et notamment de l'article R.421-1, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans le délai de 2 mois après sa publication ou notification.

AERODROME DE CHARTRES-METROPOLE

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT

ANNEXE E


LISTE DE CONTROLE	
SYSTEME DE COORDONNEES	
PROJECTION	
CONFIGURATION DES PISTES	
HYPOTHESES	<p>Origine</p> <p>Nombre de mouvements : 11 130 mouvements</p> <p>Aideur : DSAC-OIDSRRDDDD</p> <p>Logiciel : INM7.Dd</p> <p>Vérification : DSAC-OIDSRRDDDD</p> <p>Relief : non</p>
MODELISATION	<p>Modélisations des trajectoires : Trajectoires normales – Dispersion</p> <p>Aideur : DDT28SERBAT/BAQC</p>
REALISATION DU PLAN	<p>Logiciel SIG : QGIS 2.2.0</p> <p>Format de plan : SCAN25 EXPRESS</p>
DIFFUSION DU PLAN	<p>Service Destinataire : Préfecture d'Eure-et-Loir</p> <p>Date : 10 juillet 2015</p>

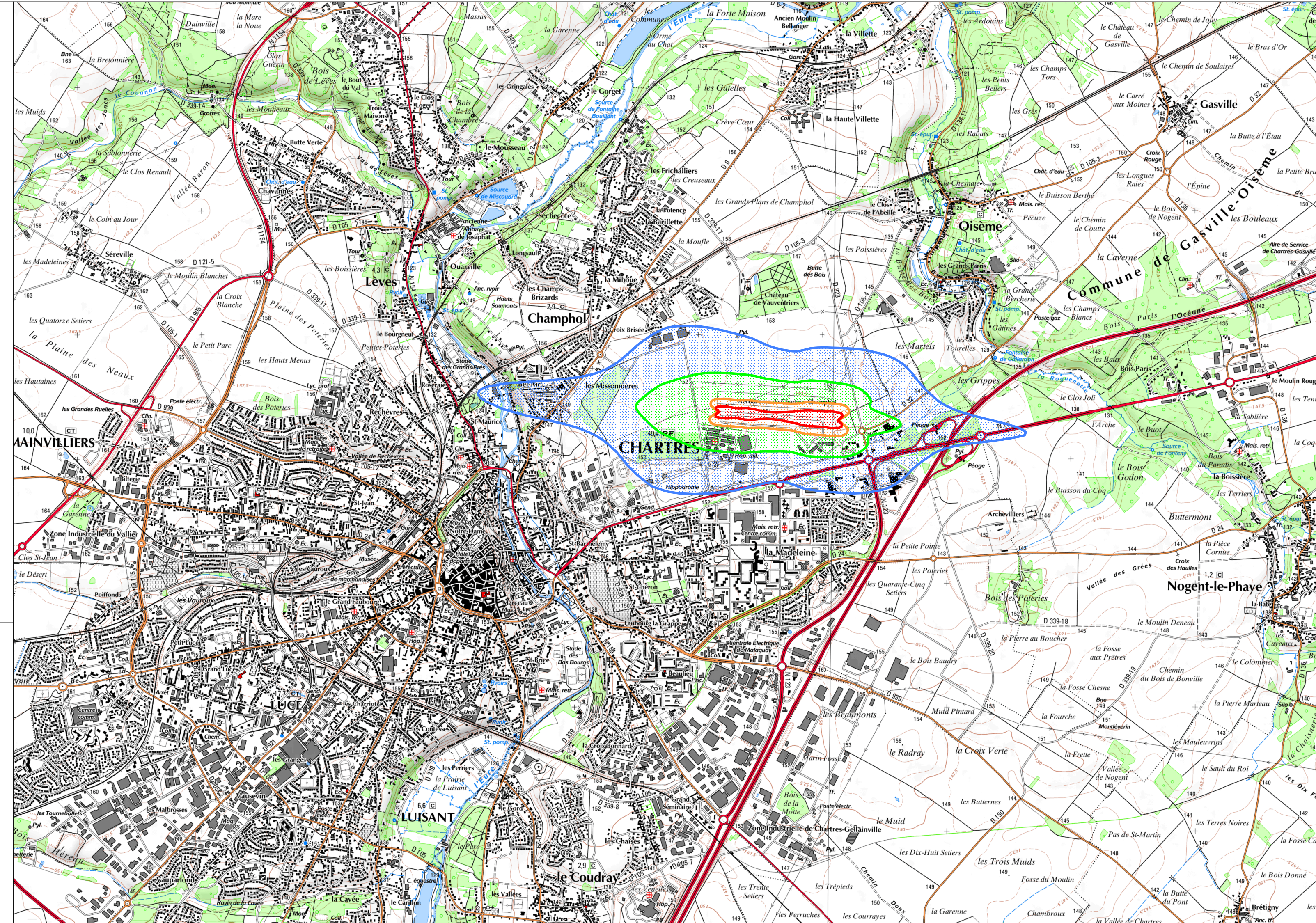


AERODROME DE CHARTRES METROPOLE

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT

LISTE DE CONTROLE		
SYSTEME DE COORDONNEES		WGS 84
PROJECTION		LAMBERT II Carto Greenwich
CONFIGURATION DES PISTES		Piste principale : 10/28 (940 mètres x 25 mètres) Piste secondaire : 10/28 (900 mètres x 100 mètres)
HYPOTHESES	Origine	DSAC-OUEST
	Nombre de mouvements	CT : 11130 MT : 11130 LT : 11130
MODELISATION	Auteur	DSAC-O/DSR/RDD/DD
	Logiciel	INM 7.0d
	Vérification	DSAC-O/DSR/RDD/DD
	Relief	non
REALISATION DU PLAN	Modélisations des trajectoires	Trajectoires nominales - Dispersion
	Auteur	DSAC-O/DSR/RDD/DD (juillet 2015)
	Logiciel SIG	Map info 10.0
DIFFUSION DU PLAN	Fond de plan	SCAN 25 IGN
	Service Destinataire	Préfecture d'Eure-et-Loir
	Date	Juillet 2015

-  Courbe de bruit Lden 70
-  Courbe de bruit Lden 65
-  Courbe de bruit Lden 57
-  Courbe de bruit Lden 50



N° Plan : PEB/DSAC-O/DSR-RDD-DD/LFOR/PEB Approuvé le Echelle : 1/25 000



Direction Générale de l'Aviation Civile
DSAC OUEST - DEPARTEMENT SURVEILLANCE ET REGULATION
Aérodrome de Brest Bretagne - BP56 - 29490 GUPAVAS